

# Ce qui attend le nouveau ministre des Finances

**M. Benkhalfa Abderrahmane est nommé ministre des Finances au moment où la fiscalité algérienne est sur le point de disparaître, suite aux exonérations tous azimuts et au moment où le peu de contribuable qui restent font face à un système fiscal déstabilisateur par les fréquentes modifications par loi de finances et destructeur — le terme est pesé —, à cause de prescriptions impossibles à appliquer et qui provoquent des sanctions fiscales ruineuses.**

Pour le nouveau ministre des Finances, l'héritage est lourd, mais sa prise en charge est nécessaire pour l'instauration de l'Etat de droit et pour gagner la confiance des citoyennes et citoyens algériens, et pour obtenir leur consentement à l'impôt.

Cet héritage résulte des incohérences, contradictions et insuffisances des textes législatifs et réglementaires ainsi que de leur application. Ces textes concernent la comptabilité et la fiscalité. Mais les premiers travaux non conformes à la loi commencent au niveau de l'Exécutif et du Parlement, en exploitant les lois de finances pour modifier ou amender d'autres textes législatifs.

**Modification illégale des textes de loi par la loi de finances :** Depuis quelques années, le recours aux lois de finances et lois de finances complémentaires pour introduire des changements au plan économique et juridique devient la règle au lieu d'une exception. La loi n°84-17 du 7 juillet 1984 modifiée et complétée, relative aux lois de finances, dispose dans son article 1<sup>er</sup> que les lois de finances fixent la nature, le montant et l'affectation des ressources et des charges financières de l'Etat. Et suivant l'article 3, «la loi de finances de l'année prévoit et autorise pour chaque année civile l'ensemble des ressources et des charges de l'Etat, ainsi que les autres moyens financiers destinés au fonctionnement des services publics. Elle prévoit et autorise, en outre, les dépenses destinées aux équipements publics, ainsi que les dépenses en capital».

Ainsi, chaque année, une loi de finances est votée pour permettre à l'Etat de réaliser les équipements publics programmés et d'assurer son fonctionnement, ainsi que les services publics. L'Etat et le Parlement ne peuvent méconnaître ce principe de légalité. Pour respecter ce principe, toutes les dispositions prévues dans un projet de loi de finances et qui ne concernent pas le budget de l'Etat sont à écarter. Par exemple, une loi (code de commerce, code des investissements, loi relative aux relations de travail, loi relative au crédit et à la monnaie...) ne doit pas être amendée par des dispositions de loi de finances.

**Sur le plan comptable :** Le ministre des Finances est président du Conseil national de la comptabilité. Ce conseil a, entre autres missions, l'élaboration des

normes comptables et il est attendu du nouveau ministre des Finances de combler le vide juridique en la matière et qui concerne les personnes commerçantes auxquelles il est prescrit d'appliquer les articles 9 à 11 du code de commerce, les membres des professions libérales et les associations culturelles, religieuses, sportives, syndicats ainsi que les partis politiques auxquels il est prescrit de tenir une comptabilité à partie double.

L'article 10 bis du code de commerce stipule que «les comptes et bilans des commerçants ont pour finalité de retracer de manière objective, conformément aux techniques réglementaires, l'évolution des éléments du patrimoine de l'entreprise». Mais ces prescriptions comptables sont impossibles à appliquer parce qu'il n'existe aucun système comptable institué à cet effet. Au système comptable financier institué par la loi n° 07-11 du 25/11/2007, les textes ont assigné un rôle d'information des éventuels investisseurs par la Bourse et n'a aucun rapport avec le suivi de l'évolution du patrimoine de l'entreprise comme l'exige le code de commerce.

En ce qui concerne les professions libérales, après avoir abrogé l'article 28 du code des impôts directs et qui se rapportait à leur comptabilité, l'administration fiscale a voulu leur faire appliquer les articles 9 à 11 du code de commerce. Mais les tribunaux ont refusé de coter et parapher leurs registres comptables parce qu'elles n'ont pas la qualité de commerçant. La DGI a alors repris des dispositions abrogées et les impose aux professions libérales, y compris aux femmes et hommes de loi, les notaires et les avocats. Pour les associations culturelles, religieuses, sportives, syndicats ainsi qu'aux partis politiques, il est prescrit de tenir une comptabilité à partie double. Mais aucun système comptable n'a été instauré pour appliquer cette disposition, ce qui leur complique la tâche d'élaboration de leurs rapports financiers. Même la Chambre nationale des commissaires aux comptes, représentée au

Conseil national de la comptabilité, a renoncé, lors de son assemblée générale tenue en novembre 2014, des difficultés à élaborer son rapport financier annuel.

**Sur le plan fiscal :** La loi de finances pour 2015 a supprimé l'imposition au régime du réel des personnes morales (Eurl, Sarl, SPA, SNC) dont le chiffre d'affaires ne dépasse pas le seuil de 30 000 000 DA. Ainsi, des personnes morales deviennent assujetties au régime du forfait alors qu'universellement, l'impôt forfaitaire sert à alléger les petits opérateurs économiques personnes physiques (épiciers, plombiers, mécaniciens, artisans...) d'une multitude de procédures relatives à la tenue de comptabilité et aux déclarations fiscales men-

suées et annuelles, et pour l'administration fiscale de se soulager du nombre important de vérifications des déclarations fiscales complexes et qui se rapportent à des contributions insignifiantes d'impôts et taxes. Mais l'assujettissement des personnes morales commerçantes au régime du forfait, n'aboutit pas à une simplification des procédures dans la mesure où la tenue

de comptabilité leur est prescrite par d'autres textes. Au contraire, cette nouvelle disposition fiscale mettra la société dans une situation complexe lorsqu'elle sera appelée à passer au régime du réel parce qu'il lui serait quasiment impossible de reconstituer sa comptabilité pour déterminer son bénéfice imposable.

Subséquemment à l'assujettissement au régime du forfait de toutes les activités et de toutes les personnes physiques et morales, une concurrence déloyale se pratiquerait au profit de ces dernières et au détriment de leurs entreprises et sociétés concurrentes soumises au régime du réel, du fait que les premières ne sont plus redevables de la TVA et les secondes doivent faire supporter cette taxe à leurs clients.

Au sujet de la TVA, sa raison d'être a été neutralisée par les nouvelles dispositions fiscales relatives au régime du forfait. La TVA n'est plus un instrument de régulation de la consommation en la faisant supporter par le consommateur final. Dans le processus de taxation qui la concerne, on ne voit plus son commencement et sa course prend fin, non pas chez le consommateur final, mais chez une société du régime du forfait qui, par malheur, a eu un fournisseur du régime du réel.

Par ailleurs, les exonérations introduites par l'article 75 de la loi de finances pour 2015 demeurent en suspens. Il s'agit de l'exonération pour une période de 5 ans, de la TAP et de l'IBS ou de l'IRG et d'une bonification de 3% du taux d'intérêt applicable aux prêts bancaires, au profit des investissements réalisés dans certaines activités relevant des filières industrielles sidérurgique et métallurgique, liants hydrauliques, électriques et électroménager, chimie industrielle, mécanique et automobile, pharmaceutiques, aéronautique, construction et réparation navales, technologies avancées, industrie agroalimentaire, textiles et habillement, cuirs et produits dérivés, bois et industrie du meuble. Cependant il est à craindre que l'application de cet article qui vient s'ajouter à la multitude de régimes dérogatoires ne débouche sur un coup de grâce de la fiscalité ordinaire, laissant seuls les salariés et Sonatrach contribuer aux charges de l'Etat.

Face aux dysfonctionnements et insuffisances, la direction générale des impôts tente d'apporter des correctifs en publiant des communiqués ou en transmettant fréquemment à ses structures décentralisées des instructions en contradiction avec les dispositions légales comme par exemple le

Par Sarrab Larbi (\*)

communiqué du ministère des Finances, sans référence, ni date ni signature, relatif à l'imposition des personnes physiques à l'IRG, au taux proportionnel et libératoire (disposition abrogée) au lieu du taux progressif payable après réception de l'avertissement (nouvelle disposition de la loi de finances 2015). Le même communiqué instruit en contradiction de la loi, l'imposition des membres des professions libérales à l'IRG et au dépôt de leur déclaration fiscale annuelle désignée sous le code G13, alors que les articles 22 à 29 du code des impôts directs et des taxes assimilées afférents aux mesures de la DGI ont été abrogés par la loi de finances 2015. Jusqu'au 31 décembre 2014, les bénéfices des professions libérales étaient soumis au régime de la déclaration contrôlée, prévue par l'article 28 du code des impôts directs et taxes assimilées. Les membres des professions libérales étaient astreints à tenir une comptabilité apte à déterminer les recettes professionnelles et les charges fiscalement déductibles. A partir de l'année 2015, les articles 22 à 29 sont abrogés engendrant leur exonération de l'IRG et leur soulagement des obligations comptables. Mais la DGI, à travers son communiqué, exige l'inverse de ce qui a été voté par le législateur.

L'instruction du 18 février 2014, relative au rejet de comptabilité, a été établie au sujet de l'article 28 de la loi de finances 2014. Aux termes de cet article, il est exigé des opérateurs économiques de tenir leur comptabilité dans le respect, à la fois, des dispositions du code de commerce, du système comptable financier (SCF), des règles fiscales et autres législations et réglementations en vigueur. A défaut, le redevable subirait des sanctions fiscales engendrées par l'évaluation d'office des bases d'imposition. Mais, comme les conditions prescrites à l'article 28 de la loi de finances 2014 ne peuvent être réunies, les sanctions fiscales seront inévitablement infligées à tous les opérateurs économiques car il est impossible de tenir une comptabilité qui soit conforme à la fois, au SCF, au code de commerce et aux règles fiscales puisque les dispositions y afférentes sont divergentes.

Dans cette situation, l'administration fiscale s'est vu contrainte de réagir immédiatement et a diffusé à toutes ses structures décentralisées, sa circulaire du 18 février 2014 visant à encadrer les rejets de comptabilités qui risquent d'être induits par application des dispositions de l'article 28 de la loi de finances pour 2014.

Du fait de ces pratiques, le nouveau ministre des Finances se trouve face à un dilemme : laisser la DGI corriger les lois serait incompatible avec l'instauration de l'Etat de droit. Appliquer les lois telles qu'elles sont votées provoquerait un désastre d'une ampleur inimaginable sur les finances publiques et l'économie nationale.

S. L.  
\* Économiste financier,  
expert judiciaire agréé

**Subséquemment à l'assujettissement au régime du forfait de toutes les activités et de toutes les personnes physiques et morales, une concurrence déloyale se pratiquerait au profit de ces dernières et au détriment de leurs entreprises et sociétés concurrentes soumises au régime du réel, du fait que les premières ne sont plus redevables de la TVA et les secondes doivent faire supporter cette taxe à leurs clients.**